

**“ Gestion des plaintes des  
Marocains résidant à l'étranger:  
bilan et contraintes ”**

**REVUE DE PRESSE**

16/7/2024

## Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger: Plus de 12.000 plaintes reçues entre 2019 et 2023 (Responsable)

Rabat - La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger a reçu entre 2019 et 2023 un total de 12.057 plaintes, a indiqué, mardi à Rabat, le directeur du pôle Assistance juridique de la Fondation, Zakaria Omari.



Ces plaintes sont réparties selon leur nature, à savoir administratives (3.388), procédurales (3.397), pénales (1.285), immobilières (1.042), ainsi que des plaintes civiles et personnelles, a précisé M. Omari lors d'un exposé sur le thème "Gestion des plaintes des MRE: bilan et contraintes".

Les activités menées par la structure d'assistance juridique consistent à assurer un accompagnement juridique aux MRE, que ce soit en termes d'intervention auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes, ou en mettant en place des services de conseil et d'orientation juridiques en tant qu'outil de prévention, a-t-il ajouté.

Ses activités comprennent également la présentation de données statistiques sur la nature des plaintes et doléances reçues par la Fondation, leur classification thématique et géographique et les autorités concernées, ainsi que la présentation des difficultés rencontrées par la Fondation dans leur gestion.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Fondation Hassan II pour les Marocains à l'étranger, Abderrahmane Zahi, a souligné que la Fondation a veillé à moderniser son dispositif et à améliorer sa méthodologie de travail, en mettant au premier plan de ses missions la contribution au règlement rapide des litiges administratifs et judiciaires intéressant les Marocains du monde.

Les attentes et les préoccupations de la communauté marocaine diffèrent d'un pays de résidence à l'autre, a-t-il ajouté, soulignant l'importance de prendre en compte les spécificités de la communauté marocaine.

S'agissant des plaintes de la communauté marocaine soumises à la Fondation, le responsable a expliqué qu'elles sont diverses et comprennent des litiges devant la justice, notamment des affaires de statut personnel (pension alimentaire, héritage, divorce, violences conjugales, négligence, état civil, etc.), des affaires civiles, pénales et sociales (pension, sécurité sociale, expulsion, paiement des salaires, etc.), d'ordre procédurale (dépôt de plainte, appel contre le jugement, etc.), ainsi que des questions douanières et fiscales ou des recours à l'encontre d'organes administratifs et judiciaires.

La Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger est régie par la loi N° 19-89 promulguée par le dahir N° 1-90-79 du 20 Hija 1410 (13 juillet 1990). Il s'agit d'une institution à but non lucratif, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle a pour objet d'œuvrer pour le maintien des liens fondamentaux que les Marocains résidant à l'étranger entretiennent avec leur patrie et de les aider à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent du fait de leur émigration.

A cet effet, la Fondation déploie une panoplie de programmes dans les domaines culturel, juridique, économique et social.

16/7/2024

## Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger: Plus de 12.000 plaintes reçues entre 2019 et 2023 (Responsable)



Rabat – La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger a reçu entre 2019 et 2023 un total de 12.057 plaintes, a indiqué, mardi à Rabat, le directeur du pôle Assistance juridique de la Fondation, Zakaria Omari. Ces plaintes sont réparties selon leur nature, à savoir administratives (3.388), procédurales (3.397), pénales (1.285), immobilières (1.042), ainsi que des plaintes civiles et personnelles, a précisé M. Omari lors d'un exposé sur le thème "Gestion des plaintes des MRE: bilan et contraintes".

Les activités menées par la structure d'assistance juridique consistent à assurer un accompagnement juridique aux MRE, que ce soit en termes d'intervention auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes, ou en mettant en place des services de conseil et d'orientation juridiques en tant qu'outil de prévention, a-t-il ajouté.

Ses activités comprennent également la présentation de données statistiques sur la nature des plaintes et doléances reçues par la Fondation, leur classification thématique et géographique et les autorités concernées, ainsi que la présentation des difficultés rencontrées par la Fondation dans leur gestion.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Fondation Hassan II pour les Marocains à l'étranger, Abderrahmane Zahi, a souligné que la Fondation a veillé à moderniser son dispositif et à améliorer sa méthodologie de travail, en mettant au premier plan de ses missions la contribution au règlement rapide des litiges administratifs et judiciaires intéressant les Marocains du monde.

Les attentes et les préoccupations de la communauté marocaine diffèrent d'un pays de résidence à l'autre, a-t-il ajouté, soulignant l'importance de prendre en compte les spécificités de la communauté marocaine.

S'agissant des plaintes de la communauté marocaine soumises à la Fondation, le responsable a expliqué qu'elles sont diverses et comprennent des litiges devant la justice, notamment des affaires de statut personnel (pension alimentaire, héritage, divorce, violences conjugales, négligence, état civil, etc.), des affaires civiles, pénales et sociales (pension, sécurité sociale, expulsion, paiement des salaires, etc.), d'ordre procédurale (dépôt de plainte, appel contre le jugement, etc.), ainsi que des questions douanières et fiscales ou des recours à l'encontre d'organes administratifs et judiciaires.

La Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger est régie par la loi N° 19-89 promulguée par le dahir N° 1-90-79 du 20 Hija 1410 (13 juillet 1990). Il s'agit d'une institution à but non lucratif, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle a pour objet d'œuvrer pour le maintien des liens fondamentaux que les Marocains résidant à l'étranger entretiennent avec leur patrie et de les aider à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent du fait de leur émigration.

A cet effet, la Fondation déploie une panoplie de programmes dans les domaines culturel, juridique, économique et social.

16/7/2024

Événement : Fondation Hassan II pour les MRE organise une rencontre de communication

## Fondation Hassan II pour les MRE organise une rencontre de communication



### Description courte

Fondation Hassan II pour les MRE organise une rencontre de communication

### Description

Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger organise une rencontre de communication autour de la gestion des plaintes des Marocains résidant à l'étranger. 16072024 - Rabat

### Information

Date de publication 16 juillet 2024  
Catégories Social  
Dimensions 5472x3648  
Format image/jpeg

Télécharger



## Fondation Hassan II pour les MRE : Plus de 12.000 plaintes reçues entre 2019 et 2023



La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger a reçu, entre 2019 et 2023, un total de 12.057 plaintes, a indiqué, mardi à Rabat, le directeur du pôle Assistance juridique de la Fondation, Zakaria Omari. Le responsable a précisé que ces plaintes sont de nature administrative (3.388), procédurale (3.397), pénale (1.285), immobilière (1.042), civile et personnelle, a précisé M. Omari lors d'un exposé sur le thème "Gestion des plaintes des MRE: bilan et contraintes".

Les activités menées par la structure d'assistance juridique consistent, entre autres, à assurer un accompagnement juridique aux MRE, que ce soit en termes d'intervention auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes, ou en mettant en place des services de conseil et d'orientation juridiques en tant qu'outil de prévention, a-t-il ajouté.

S'agissant des plaintes de la communauté marocaine soumises à la Fondation, le SG Abderrahmane Zahi, a expliqué qu'elles sont diverses et comprennent des litiges devant la justice, notamment des affaires de statut personnel (pension alimentaire, héritage, divorce, violences conjugales, négligence, état civil, etc.), des affaires civiles, pénales et sociales (pension, sécurité sociale, expulsion, paiement des salaires, etc.), d'ordre procédurale (dépôt de plainte, appel contre le jugement, etc.), ainsi que des questions douanières et fiscales ou des recours à l'encontre d'organes administratifs et judiciaires.

## La Fondation Hassan II pour les MRE de plus en plus sollicitée pour l'assistance juridique



Chaque année, et surtout à chaque été avec le retour des Marocains du monde à la mère patrie, le pôle d'assistance juridique de la Fondation Hassan II pour les Marocains résidents à l'étranger est de plus en plus sollicité. Lors d'un exposé, ce mardi, l'institution a fait état d'une courbe croissante qui traduit le besoin annuel d'accompagnement auprès des MRE, que ce soit dans les affaires liées à la protection des biens immobiliers, ou encore celles relatives au statut personnel.

Sur la période de 2019 à 2023, la Fondation Hassan II pour les Marocains résidents à l'étranger (MRE) a réceptionné 12 057 plaintes. Directeur du pôle assistance juridique, Zakaria El Omari a présenté ce chiffre lors d'un exposé, ce mardi à Rabat, portant sur le bilan et les contraintes de la gestion des doléances des Marocains du monde par l'instance. Après réformes, cette dernière s'est dotée en effet de ce pôle, conformément aux instructions royales pour l'aide juridique et la protection des droits des MRE.

Par pays, la plus grande partie des doléances provient des concitoyens résidents en France (5 379), qui accueille l'une des communautés marocaines les plus importantes en nombre à travers le monde. L'Espagne suit avec 950 plaintes, devançant la Belgique (900), l'Italie (890), les Pays-Bas (570), puis le Maroc (452), qui compte des MRE en réinstallation dans le pays d'origine, a fait savoir Zakaria El Omari. L'Allemagne, l'Angleterre et le Canada restent en bas de l'échelle, tandis que les autres pays de résidence totalisent près de 1 500 plaintes.

### Un suivi des affaires immobilières, mais aussi celles du statut personnel

Dans le détail, ces doléances peuvent être d'ordre administratif (3 388), procédural (3 397), pénal (1 285), en relation avec l'immobilier (1 042), ou encore en lien avec le statut civil des plaignants. S'agissant des affaires spécifiquement liées au statut personnel des Marocains résident à l'étranger, Zakaria El Omari a déclaré à Yabiladi que ce volet était régi, en principe, par le Code de la famille «qui s'applique à nos concitoyens où qu'ils soient, au Maroc ou à l'étranger». Actuellement, cet arsenal juridique fait l'objet d'un débat national, dans le cadre de sa réforme qui intervient 20 ans après une modernisation du texte.

«Toutes les affaires liées aux mariages, aux divorces, décès ou règlements de l'héritage impliquant des concitoyens en dehors du pays trouvent leur référence juridique dans le Code de la famille, du moment qu'elles impliquent une ou un citoyen marocain», a souligné Zakaria El Omari auprès de notre rédaction. «C'est notamment ce qui fait que nombre de nos MRE se tournent en effet vers nos juridictions nationales, lorsqu'il s'agit d'affaires civiles en relation avec le statut personnel, de façon à éviter certains dilemmes qui peuvent se poser au cas où des jugements contraires au principe de l'ordre public seraient rendus à l'étranger», a encore expliqué le spécialiste.

Dans ce sens, le pôle d'assistance juridique de la Fondation Hassan II est notamment sollicité «en cas de séparation de conjoints à l'étranger, sous certaines formes reconnues dans le pays de résidence mais pas dans la loi marocaine», nous a déclaré Zakaria El Omari.

Outre les affaires liées au statut personnel, le pôle d'assistance juridique a pour fonction d'étudier l'ensemble large des doléances et demandes administratives des MRE, pour intervenir auprès des administrations compétentes et étudier les solutions possibles. Ainsi, il a le rôle notamment de «recevoir les plaintes et les pétitions liées à des problématiques récurrentes parmi les membres de la communauté marocaine à l'étranger, dans la perspective de les étudier et de les transmettre aux autorités judiciaires compétentes».

### **Des délais de réponses des administrations encore lents, selon les MRE**

Par ailleurs, le pôle est habilité à «fournir des services de consultation et d'assistance juridique et orienter les membres de la communauté marocaine vers les démarches et procédures administratives et judiciaires adéquates». Aussi, il sensibilise les Marocains du monde au sujet des procédures à suivre dans divers domaines, ainsi que «les précautions et les garanties» dont il est important de tenir compte lors des transactions et de lancement des projets d'investissement.

Lors de son exposé, Zakaria El Omari est revenu aussi sur les défis auxquels se confronte la Fondation Hassan II dans son rôle de réception et de traitement des doléances. «L'instance est bien consciente qu'elle ne peut remplir ses fonctions efficacement, sans un appui à la coordination et à la collaboration entre les différentes institutions, administrations et instances juridiques. La réussite de la Fondation par rapport à ses attributions passe par une dynamique transversale importante», a-t-il souligné.

Dans ce même sens, le responsable a noté que la moyenne des délais de deux à six mois des réponses à ces doléances par les différentes parties prenantes resait en-deçà des attentes, au regard des MRE. Par ailleurs, il a salué les suites données aux sollicitations de la fondation auprès des différentes administrations concernées.

16/7/2024

## Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger: Plus de 12.000 plaintes reçues entre 2019 et 2023



**La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger a reçu entre 2019 et 2023 un total de 12.057 plaintes, a indiqué, mardi à Rabat, le directeur du pôle Assistance juridique de la Fondation, Zakaria Omari.**

Ces plaintes sont réparties selon leur nature, à savoir administratives (3.388), procédurales (3.397), pénales (1.285), immobilières (1.042), ainsi que des plaintes civiles et personnelles, a précisé M. Omari lors d'un exposé sur le thème « Gestion des plaintes des MRE: bilan et contraintes ». Les activités menées par la structure d'assistance juridique consistent à assurer un accompagnement juridique aux MRE, que ce soit en termes d'intervention auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes, ou en mettant en place des services de conseil et d'orientation juridiques en tant qu'outil de prévention, a-t-il ajouté. Ses activités comprennent également la présentation de données statistiques sur la nature des plaintes et doléances reçues par la Fondation, leur classification thématique et géographique et les autorités concernées, ainsi que la présentation des difficultés rencontrées par la Fondation dans leur gestion.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Fondation Hassan II pour les Marocains à l'étranger, Abderrahmane Zahi, a souligné que la Fondation a veillé à moderniser son dispositif et à améliorer sa méthodologie de travail, en mettant au premier plan de ses missions la contribution au règlement rapide des litiges administratifs et judiciaires intéressant les Marocains du monde. Les attentes et les préoccupations de la communauté marocaine diffèrent d'un pays de résidence à l'autre, a-t-il ajouté, soulignant l'importance de prendre en compte les spécificités de la communauté marocaine.

S'agissant des plaintes de la communauté marocaine soumises à la Fondation, le responsable a expliqué qu'elles sont diverses et comprennent des litiges devant la justice, notamment des affaires de statut personnel (pension alimentaire, héritage, divorce, violences conjugales, négligence, état civil, etc.), des affaires civiles, pénales et sociales (pension, sécurité sociale, expulsion, paiement des salaires, etc.), d'ordre procédurale (dépôt de plainte, appel contre le jugement, etc.), ainsi que des questions douanières et fiscales ou des recours à l'encontre d'organes administratifs et judiciaires. La Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger est régie par la loi N° 19-89 promulguée par le dahir N° 1-90-79 du 20 Hija 1410 (13 juillet 1990). Il s'agit d'une institution à but non lucratif, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Elle a pour objet d'œuvrer pour le maintien des liens fondamentaux que les Marocains résidant à l'étranger entretiennent avec leur patrie et de les aider à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent du fait de leur émigration. A cet effet, la Fondation déploie une panoplie de programmes dans les domaines culturel, juridique, économique et social.

17/7/2024

## **Fondation Hassan II pour les MRE : plus de 12.000 plaintes traitées entre 2019 et 2023**



La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger (MRE) a enregistré un total de 12.057 plaintes entre 2019 et 2023.

Celles-ci se répartissent en plusieurs catégories : administratives (3.388), procédurales (3.397), pénales (1.285), immobilières (1.042), ainsi que civiles et personnelles.

Les activités du pôle d'assistance juridique de la Fondation incluent l'accompagnement juridique des MRE, tant par des interventions auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes que par la mise en place de services de conseil et d'orientation juridiques à titre préventif.

En outre, ce pôle présente des données statistiques sur la nature des plaintes, leur classification thématique et géographique ainsi que sur les autorités concernées.

## Opération Marhaba 2024: La Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger organise deux rencontres à Rabat



La Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger organise une rencontre sous le thème «Gestion des plaintes des Marocains Résidant à l'Étranger : bilan et contraintes», le mardi 16 juillet 2024 à 10h, au Centre d'accueil et de conférences du Ministère de l'Équipement et de l'Eau à Rabat, Salle Oulhaj.

La Fondation organise également, une rencontre avec les enseignants de la langue arabe sous le thème «Le renouvellement annuel des enseignants de la langue arabe et de la culture marocaine au profit des enfants de la communauté marocaine à l'étranger», le même jour, à 10h30, au même centre, à l'amphithéâtre Elmaaroufi.

Une Séance questions des journalistes est prévue à la fin de la première rencontre «Gestion des plaintes des Marocains Résidant à l'Étranger : bilan et contraintes ».

La Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger a ouvert aux Marocains résidant à l'étranger un centre d'accueil du 5 juin au 15 septembre 2024, du lundi au vendredi, de 9h à 16h, au siège de la Fondation sis au 67 boulevard Ibn Sina, Agdal, Rabat. Et ce Dans le cadre de l'opération Marhaba 2024.

Selon un communiqué dont une copie nous est parvenue à lareleve.ma, des services à distance sont assurés avec tous les pôles de la Fondation, du lundi au vendredi, de 9h à 16h.

Ce centre d'accueil permet aux visiteurs une interaction directe avec des cadres spécialisés de la Fondation dans le domaine juridique ainsi que deux cadres de la Direction Générale des Impôts et de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie .

Par ailleurs, un cadre de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects suit en ligne les demandes en lien avec son domaine d'intervention.

## Étude: de quelle manière les MRE perçoivent-ils les administrations publiques?



**Revue de presse** | Dans une étude établissant des constats sur la manière dont les administrations répondent aux plaintes qui leur sont adressées, la Fondation Hassan II pour les MRE démontre qu'il est nécessaire de déployer plus d'efforts pour mieux servir cette communauté. Une revue de presse d'Al Ahdath Al Maghribia.

Comment les Marocains résidant à l'étranger (MRE) perçoivent-ils les administrations publiques? La Fondation Hassan II pour les MRE, qui a initié une étude sur la gestion des plaintes des MRE dans les administrations, en a communiqué les principales conclusions lors d'une conférence organisée en ce début de semaine à Rabat. Selon Al Ahdath Al Maghribia de ce mercredi 17 juillet 2024, le premier constat établi par la Fondation Hassan II est qu'il existe de grandes différences dans la manière dont chaque administration traite les affaires des MRE. Certaines répondent effectivement à leurs sollicitations, mais d'une manière qui ne résout pas leurs problèmes. D'autres ne leur répondent jamais, ou tardent beaucoup à le faire. Globalement, les MRE ont perdu confiance en ces administrations, a constaté la fondation Hassan II.

Interrogé à ce propos par Al Ahdath Al Maghribia, Abderrahman Zahi, secrétaire général de la fondation, a indiqué qu'il était aujourd'hui «nécessaire pour chaque administration de faire preuve de réactivité face aux doléances des MRE, de manière à les accompagner dans l'accomplissement de leurs affaires et la résolution des problèmes administratifs qu'ils peuvent rencontrer».

Une attitude d'autant plus nécessaire, a-t-il insisté, que le Roi Mohammed VI avait déjà appelé, dans un précédent discours, à faire preuve d'efficacité et de réactivité dans le traitement des affaires concernant les MRE.

Abderrahman Zahi a aussi affirmé que la Fondation Hassan II se mobilisait entièrement pour apporter les soutiens nécessaires à la communauté des Marocains de l'étranger, selon les prérogatives qui lui sont dévolues par la législation.

Cependant, pour que la mission de la fondation soit une réussite, il lui faut pouvoir compter sur le soutien des différentes administrations concernées, ce qui commence par une certaine réactivité dans leurs réponses aux correspondances qui leur sont adressées.

Al Ahdath Al Maghribia indique que cette conférence, à laquelle ont participé les représentants de plusieurs départements ministériels et plusieurs administrations, a permis d'établir un bilan du travail de la Fondation au cours des dix dernières années.

Des statistiques communiquées lors de cet événement indiquent que c'est principalement la communauté des Marocains résidant en France qui fait le plus appel aux services de la fondation, suivie par les MRE d'Espagne, de Belgique et des Pays-Bas.

En tout, 21.784 plaintes de MRE ont été reçues ces dernières années, selon la fondation Hassan II. Ces plaintes ont donné lieu à l'envoi de 32.774 correspondances à différentes administrations, dont les principales sont le ministère de la Justice, le ministère public et le ministère de l'Intérieur.

D'ailleurs, les statistiques de la fondation font état d'une prédominance des conflits judiciaires dans la liste des sujets pour lesquels celle-ci est sollicitée par les MRE, avec une part de plus de 65%.

Abderrahman Zahi a reconnu que d'importants efforts avaient été déployés, ces dernières années, pour mieux servir les MRE en ce qui concerne leurs affaires judiciaires.

Il considère toutefois qu'un travail conséquent reste à accomplir, afin de permettre l'accès des MRE à un accompagnement juridique à même de résoudre leurs affaires.

Plus globalement, la Fondation Hassan II a expliqué que les plaintes concernaient divers sujets, dont des litiges dans les tribunaux pour des affaires liées au code de la famille, des affaires civiles, pénales et sociales, des sujets d'ordre procédural, ainsi que des questions douanières et fiscales, ou encore des recours à l'encontre d'organismes administratifs et judiciaires.

## Fondation Hassan II pour les MRE: Plus de 12.000 plaintes reçues entre 2019 et 2023



La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger a reçu entre 2019 et 2023 un total de 12.057 plaintes, a indiqué, mardi à Rabat, le directeur du pôle Assistance juridique de la Fondation, Zakaria Omari. Ces plaintes sont réparties selon leur nature, à savoir administratives (3.388), procédurales (3.397), pénales (1.285), immobilières (1.042), ainsi que des plaintes civiles et personnelles, a précisé Omari lors d'un exposé sur le thème « Gestion des plaintes des MRE: bilan et contraintes ».

Les activités menées par la structure d'assistance juridique consistent à assurer un accompagnement juridique aux MRE, que ce soit en termes d'intervention auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes, ou en mettant en place des services de conseil et d'orientation juridiques en tant qu'outil de prévention, a-t-il ajouté.

Ses activités comprennent également la présentation de données statistiques sur la nature des plaintes et doléances reçues par la Fondation, leur classification thématique et géographique et les autorités concernées, ainsi que la présentation des difficultés rencontrées par la Fondation dans leur gestion.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Fondation Hassan II pour les Marocains à l'étranger, Abderrahmane Zahi, a souligné que la Fondation a veillé à moderniser son dispositif et à améliorer sa méthodologie de travail, en mettant au premier plan de ses missions la contribution au règlement rapide des litiges administratifs et judiciaires intéressant les Marocains du monde.

Les attentes et les préoccupations de la communauté marocaine diffèrent d'un pays de résidence à l'autre, a-t-il ajouté, soulignant l'importance de prendre en compte les spécificités de la communauté marocaine.

S'agissant des plaintes de la communauté marocaine soumises à la Fondation, le responsable a expliqué qu'elles sont diverses et comprennent des litiges devant la justice, notamment des affaires de statut personnel (pension alimentaire, héritage, divorce, violences conjugales, négligence, état civil, etc.), des affaires civiles, pénales et sociales (pension, sécurité sociale, expulsion, paiement des salaires, etc.), d'ordre procédurale (dépôt de plainte, appel contre le jugement, etc.), ainsi que des questions douanières et fiscales ou des recours à l'encontre d'organes administratifs et judiciaires.

## Plus de 12 000 plaintes reçues entre 2019 et 2023



**La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger a reçu un total de 12.057 plaintes entre 2019 et 2023, a indiqué mardi à Rabat, le directeur de la division Assistance juridique de la Fondation, Zakaria Omari.**

Ces plaintes sont réparties selon leur nature, à savoir administratives (3.388), procédurales (3.397), pénales (1.285), immobilières (1.042), ainsi que les plaintes civiles et personnelles, a précisé Omari lors d'une présentation sur le thème « Gestion des plaintes des MRE : bilan et contraintes ».

Les activités menées par la structure d'assistance juridique consistent à apporter un appui juridique aux MRE, que ce soit en termes d'intervention auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes, ou par la mise en place de services de conseil et d'orientation juridiques comme outil de prévention, a-t-il ajouté.

Ses activités comprennent également la présentation de données statistiques sur la nature des plaintes et des griefs reçus par la Fondation, leur classification thématique et géographique et les autorités concernées, ainsi que la présentation des difficultés rencontrées par la Fondation dans leur gestion.

De son côté, le Secrétaire général de la Fondation Hassan II pour les Marocains à l'étranger, Abderrahmane Zahi, a souligné que la Fondation a veillé à moderniser son système et à améliorer sa méthodologie de travail, en mettant au premier plan de ses missions la contribution au règlement rapide des litiges administratifs et judiciaires intéressant les Marocains du monde.

Les attentes et les préoccupations de la communauté marocaine diffèrent d'un pays de résidence à l'autre, a-t-il ajouté, soulignant l'importance de prendre en compte les spécificités de la communauté marocaine.

Concernant les plaintes de la communauté marocaine soumises à la Fondation, le responsable a expliqué qu'elles sont diverses et comprennent des litiges devant les tribunaux, notamment des questions de statut personnel (pension alimentaire, succession, divorce, violences conjugales, négligence, état civil, etc.), des questions civiles, pénales et sociales (pension, sécurité sociale, expulsion, paiement des salaires, etc.), des questions procédurales (dépôt de plainte, recours contre le jugement, etc.), ainsi que des questions douanières et fiscales ou des recours contre les organes administratifs et judiciaires.

## La Fondation Hassan II apporte un soutien juridique aux MRE



La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger à travers son pôle juridique, a annoncé avoir reçu 12.057 plaintes entre 2019 et 2023. Le directeur du pôle Assistance juridique de la structure, Zakaria Omari, a détaillé lors d'une présentation sur le sujet « Gestion des plaintes des Marocains résidant à l'étranger : bilan et défis », que ces plaintes se répartissent en différentes catégories : administratives (3 388 cas), procédurales (3 397 cas), pénales (1 285 cas), immobilières (1 042 cas), ainsi que des plaintes civiles et personnelles.

La Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger joue un rôle crucial en examinant les doléances administratives des expatriés et en intervenant auprès des autorités locales pour résoudre leurs problèmes et protéger leurs droits. Elle propose également des consultations juridiques pour guider la communauté sur les démarches administratives et judiciaires appropriées. En outre, la Fondation mène des actions de sensibilisation pour informer les Marocains à l'étranger sur les aspects légaux, les aidant ainsi à prévenir les litiges potentiels lors de leurs transactions et investissements.

Sous le haut patronage du roi Mohammed VI, la Fondation est au chevet des Marocains vivant hors de leurs frontières. Par ses efforts constants, elle assure non seulement la défense des droits individuels mais aussi le renforcement des liens communautaires avec le Maroc, contribuant ainsi à une diaspora marocaine bien soutenue et intégrée dans ses nouveaux environnements.

Pai ailleurs, le secrétaire général de la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, Abderrahmane Zahi, a soutenu que ses initiatives sociales et juridiques permettent de répondre aux besoins diversifiés de la diaspora marocaine. « Nous travaillons dans le respect des lois et réglementations locales, tout en assurant un accompagnement personnalisé aux Marocains à l'étranger pour résoudre leurs difficultés administratives et juridiques », a-t-il souligné.

17/7/2024

## **MRE : La majorité des plaintes et doléances porte sur des décisions judiciaires**



Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ) a indiqué avoir traité 96% des doléances émises par les Marocains résidant à l'étranger (MRE), au titre de l'année 2022, transmises par une cellule centrale chargée de les recevoir au siège du Conseil.

Quelque 505 doléances ont été traitées sur un total de 527 plaintes des MRE en 2022, partant du fait que ce genre de doléances nécessite la célérité dans le traitement des dossiers, indique un rapport du CSPJ sur l'opération d'accueil des MRE au titre de l'année 2022.

Ces doléances concernaient principalement des recours contre des décisions judiciaires et des actes d'exécution, ainsi que des demandes relatives à des dossiers en instance et des plaintes qui ne relèvent pas du champ de la compétence du Conseil, précise la même source.

S'agissant de la nature des plaintes traitées, le rapport a précisé que le plus grand nombre des plaintes et doléances reçues par le CSPJ se répartissent entre 163 plaintes pénales, 103 plaintes civiles et 78 plaintes foncières, alors que les autres plaintes concernent divers sujets.

Pour ce qui est des sujets des plaintes et doléances, le rapport a souligné qu'elles portent en majorité sur les décisions judiciaires (environ 39%), suivies des dossiers en instance dans les différentes juridictions du Royaume (123 plaintes, soit 23,33 %) et celles relatives aux magistrats (seulement 15 doléances).

Le traitement des plaintes et doléances soumises au Conseil par les MRE en 2022 a abouti à la prise d'une série de mesures, qui consistent notamment à les informer sur l'objet de leur plainte et sur la compétence du Conseil à son égard.

A cet égard, 303 réponses aux plaintes ont été adressées, tandis que les doléances qui ne relèvent pas de la compétence du Conseil ont été soumises aux autorités compétentes, a poursuivi la même source, précisant qu'il s'agit de 44 plaintes, tandis que 72 autres plaintes répétées et 5 dénonciations ont été classées sans suite.

Un total de 88 MRE se sont rendus au siège du CSPJ entre le 15 juin et le 15 septembre 2022, où ils ont été accueillis et informés quant au sort de leurs demandes, en coordonnant, le cas échéant, avec les cellules mises en place au niveau des tribunaux pour faciliter le traitement de leurs demandes avec la célérité requise.

La majorité des MRE qui se sont rendus au siège du Conseil résident en France (34 personnes), soit 38,6%, suivis des Marocains résidant aux Pays-Bas (15 personnes), soit 17%.

Selon le rapport, les Marocains du Monde qui se sont rendu au bureau d'accueil du CSPJ durant l'été 2022 ont demandé 126 mesures, réparties sur les demandes d'entretiens, avec 44%, et la soumission de plainte (36 %), tandis que les autres mesures ont pour finalité de soumettre une demande d'entretien, de s'enquérir de la suite donnée à la doléance ou de demander une réponse à une plainte.

Dans le cadre de la simplification des procédures et l'adoption d'une approche de proximité pour communiquer avec les usagers, le Conseil a souligné qu'il a mis en place un service de suivi du sort de la doléance et des demandes d'entretien depuis le mois de janvier de l'année 2021, en mettant une ligne téléphonique à la disposition du public.

Dans ce contexte, le Conseil a reçu au cours de l'été 2022, 31 appels téléphoniques des membres de la communauté, dont le contenu porte sur la modalité de dépôt d'une plainte, la demande d'un entretien et le sort de la plainte.

Les personnes chargées de la réception des appels veillent à répondre à toutes les questions des appelants, à les guider et leur expliquer les mesures prises avec précision, en plus de leur permettre d'avoir le numéro de référence de la plainte ou de la doléance pour faciliter son suivi.

Par ailleurs, le rapport a relevé que 261 membres de la communauté marocaine établie à l'étranger ont eu recours aux différentes Cours d'appel au cours de l'été 2022, précisant que la Cour d'appel de Casablanca a reçu le plus grand nombre, avec 73 MRE, suivie de la Cour d'appel de Taza (31 MRE) et la Cour d'appel d'Al Hoceima (30 MRE).

Dans ce cadre, le CSPJ a relevé que 19.047 MRE se sont rendus aux tribunaux de premier degré, au cours de l'été 2022, ajoutant que les tribunaux relevant de la circonscription judiciaire de Casablanca ont accueilli quelque 7.701 Marocains du Monde, suivis des tribunaux de la circonscription judiciaire de Béni Mellal (5.555 MRE) et les tribunaux de la circonscription judiciaire de Settat (986 MRE).

17/7/2024

## Les plaintes de la communauté marocaine contre les institutions administratives et judiciaires dépassent les 12 000 plaintes



Zakaria Ammari, directeur de la structure d'assistance juridique de la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, a révélé que le nombre total de plaintes reçues par la fondation entre 2019 et 2023 s'élève à 12 057. Ces plaintes se répartissent, selon leur nature, entre administratives (3 388 plaintes), procédurales (3 397), criminelles (1 285) et foncières (1 042), en plus des plaintes civiles et personnelles.

Ammari, lors d'une présentation faite hier mardi lors d'une rencontre de communication sur le thème « Gestion des plaintes des Marocains du monde : Bilan et contraintes », a expliqué que les activités de la structure d'assistance juridique consistent à fournir un accompagnement juridique aux Marocains résidant à l'étranger, que ce soit en intervenant auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes ou en offrant des services de conseil juridique et d'orientation comme mesure préventive.

Il a ajouté que leurs activités incluent également la fourniture de données statistiques sur la nature des plaintes et des griefs reçus par la fondation, leur classification thématique et géographique, les autorités concernées, ainsi que la présentation des difficultés rencontrées par la fondation dans la gestion des plaintes et des griefs.

De son côté, Abdelrahman Zahid, le secrétaire général de la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, a souligné que la fondation s'est efforcée de moderniser ses dispositifs et d'améliorer sa méthodologie de travail, mettant en avant sa mission de contribuer à la résolution rapide des litiges administratifs et judiciaires concernant les Marocains du monde.

Zahid, dans son allocution pour l'occasion, a noté que les attentes et les problèmes de la communauté marocaine varient d'un pays de résidence à l'autre, soulignant l'importance de prendre en compte les particularités des membres de la communauté marocaine.

Concernant les affaires de la communauté marocaine traitées par la fondation, il a précisé qu'elles sont variées et incluent des litiges présentés devant les tribunaux, y compris des affaires de statut personnel (pension alimentaire, héritage, divorce, abus conjugal, négligence, état civil, etc.), ainsi que des affaires civiles, criminelles et sociales (retraite, sécurité sociale, licenciement, paiement de salaire, etc.), et procédurales (classement des plaintes, recours contre une décision, etc.), en plus des problèmes douaniers et fiscaux, et des plaintes contre les institutions administratives et judiciaires.

Il convient de noter que la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger a été créée par la loi n° 19.89, promulguée par le dahir (décret royal) n° 1.90.79 daté du 20 Dhu al-Hijjah 1410 (13 juillet 1990), qui vise entre autres à garantir la continuité des relations essentielles qui les lient à leur pays d'origine, à les aider à surmonter les difficultés rencontrées en raison de leur expatriation et à leur fournir une assistance juridique.

La structure comprend également une unité spéciale pour les affaires juridiques, chargée notamment d'examiner les plaintes et les demandes des membres de la communauté marocaine résidant à l'étranger, d'intervenir auprès des administrations publiques concernées afin de trouver des solutions, de protéger leurs droits et de préserver leurs biens.

Elle s'occupe également de recevoir les plaintes et les demandes relatives aux difficultés rencontrées par les membres de la communauté marocaine à l'étranger, de les étudier et de les référer aux autorités compétentes, et de sensibiliser les membres de la communauté aux procédures et mesures à prendre, ainsi qu'aux garanties à observer lors de transactions ou de la réalisation de projets, ce qui leur permettra d'éviter les problèmes et les litiges .

## Administrations publiques : quelle image auprès des MRE? (étude)



Une étude menée par la Fondation Hassan II pour les MRE révèle des constats alarmants sur la gestion des plaintes adressées par les Marocains résidant à l'étranger (MRE) aux administrations publiques. Selon les résultats communiqués lors d'une conférence à Rabat, il est impératif de redoubler d'efforts pour améliorer les services offerts à cette communauté.

Les conclusions de l'étude montrent une grande disparité dans la manière dont les administrations traitent les affaires des MRE. Certaines répondent aux sollicitations sans pour autant résoudre les problèmes, tandis que d'autres tardent à répondre, voire ignorent complètement les requêtes. Cette situation a conduit à une perte de confiance généralisée parmi les MRE envers les administrations publiques marocaines.

Abderrahman Zahi, secrétaire général de la Fondation Hassan II, a souligné l'importance pour chaque administration de réagir promptement aux doléances des MRE afin de les aider à surmonter leurs problèmes administratifs. Il a rappelé que le Roi Mohammed VI avait déjà insisté sur la nécessité d'efficacité et de réactivité dans le traitement des affaires des MRE.

La Fondation Hassan II, dévouée à soutenir les MRE selon les prérogatives légales, dépend du soutien des différentes administrations pour réussir sa mission. Zahi a insisté sur l'importance de la collaboration et de la réactivité des administrations aux correspondances adressées.

La conférence a rassemblé des représentants de plusieurs départements ministériels et administrations, permettant d'établir un bilan des dix dernières années de travail de la Fondation. Les statistiques montrent que la majorité des plaintes proviennent des MRE résidant en France, suivis par ceux d'Espagne, de Belgique et des Pays-Bas.

En tout, 21 784 plaintes ont été enregistrées par la Fondation, aboutissant à l'envoi de 32 774 correspondances à diverses administrations, principalement le ministère de la Justice, le ministère public et le ministère de l'Intérieur. Les conflits judiciaires représentent plus de 65% des plaintes reçues.

Malgré les efforts déployés pour mieux servir les MRE dans leurs affaires judiciaires, Abderrahman Zahi estime qu'il reste encore beaucoup à faire pour garantir un accompagnement juridique adéquat à cette communauté. Les plaintes des MRE couvrent divers domaines, incluant des litiges liés au code de la famille, des affaires civiles, pénales et sociales, ainsi que des questions douanières et fiscales, et des recours contre des organismes administratifs et judiciaires.

## Administration marocaine : les MRE ont-ils perdu confiance ?



Au Maroc, il existe de grandes différences dans la manière dont chaque administration traite les affaires des Marocains résidant à l'étranger (MRE). Ce sont les conclusions d'une étude réalisée par la Fondation Hassan II pour les MRE.

Lors d'une conférence de presse organisée en début de semaine à Rabat en présence des représentants de plusieurs départements ministériels et plusieurs administrations, la Fondation Hassan II pour les MRE a livré les conclusions de son étude sur la gestion des plaintes des Marocains résidant à l'étranger dans les administrations publiques. Il en ressort l'existence de grandes différences dans la manière dont chaque administration traite les affaires des MRE. Certaines répondent effectivement à leurs sollicitations d'une manière qui ne résout pas leurs problèmes, tandis que d'autres ne leur répondent jamais, ou tardent beaucoup à le faire. En somme, l'étude révèle que les MRE ont perdu confiance en ces administrations. Il s'avère donc « nécessaire pour chaque administration de faire preuve de réactivité face aux doléances des MRE, de manière à les accompagner dans l'accomplissement de leurs affaires et la résolution des problèmes administratifs qu'ils peuvent rencontrer », souligne Abderrahman Zahi, secrétaire général de la fondation Hassan II pour les MRE auprès du quotidien Al Ahdath Al Maghribia. Il rappellera que le roi Mohammed VI avait déjà appelé, dans un précédent discours, à faire preuve d'efficacité et de réactivité dans le traitement des affaires concernant les MRE.

Faisant le bilan de ses activités menées au cours des dix dernières années, la fondation Hassan II a fait savoir que c'est principalement la communauté des Marocains résidant en France qui sollicite le plus ses services. Elle est suivie par les MRE d'Espagne, de Belgique et des Pays-Bas. Le nombre de plaintes de MRE reçues s'élève à 21 784 et le nombre de correspondances adressées différentes administrations, dont les principales sont le ministère de la Justice, le Pouvoir judiciaire et le ministère de l'Intérieur a atteint 32 774. Ces plaintes portaient principalement sur des conflits judiciaires. Un sujet en tête des sujets pour lesquels la fondation est sollicitée par les MRE, avec une part de plus de 65 %. Les autres sujets sont des litiges dans les tribunaux pour des affaires liées au Code de la famille, des affaires civiles, pénales et sociales, des sujets d'ordre procédural, ainsi que des questions douanières et fiscales, ou encore le recours à l'encontre d'organismes administratifs et judiciaires.

Abderrahman Zahi a par ailleurs affirmé que la Fondation Hassan II se mobilisait entièrement pour apporter les soutiens nécessaires à la communauté des Marocains de l'étranger, selon les prérogatives qui lui sont dévolues par le législateur. Toutefois, elle a besoin de l'accompagnement des différentes administrations concernées.

17/7/2024

## Expatriés : plus de 12 000 plaintes reçues entre 2019 et 2023



La Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger a reçu entre 2019 et 2023 un total de 12.057 plaintes, a indiqué, mardi à Rabat, le directeur du pôle assistance juridique de la Fondation, Zakaria Omari.

Ces plaintes sont réparties selon leur nature, à savoir administratives (3 388), procédurales (3 397), pénales (1.285), immobilières (1 042), ainsi que des plaintes civiles et personnelles, a précisé M. Omari lors d'un exposé sur le thème « Gestion des plaintes des MRE: bilan et contraintes ».

Les activités menées par la structure d'assistance juridique consistent à assurer un accompagnement juridique aux MRE, que ce soit en termes d'intervention auprès des autorités judiciaires et administratives compétentes, ou en mettant en place des services de conseil et d'orientation juridiques en tant qu'outil de prévention, a-t-il ajouté.

Ses activités comprennent également la présentation de données statistiques sur la nature des plaintes et doléances reçues par la Fondation, leur classification thématique et géographique et les autorités concernées, ainsi que la présentation des difficultés rencontrées par la Fondation dans leur gestion.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Fondation Hassan II pour les Marocains à l'étranger, Abderrahmane Zahi, a souligné que la Fondation a veillé à moderniser son dispositif et à améliorer sa méthodologie de travail, en mettant au premier plan de ses missions la contribution au règlement rapide des litiges administratifs et judiciaires intéressant les Marocains du monde.

Les attentes et les préoccupations de la communauté marocaine diffèrent d'un pays de résidence à l'autre, a-t-il ajouté, soulignant l'importance de prendre en compte les spécificités de la communauté marocaine.

S'agissant des plaintes de la communauté marocaine soumises à la Fondation, le responsable a expliqué qu'elles sont diverses et comprennent des litiges devant la justice, notamment des affaires de statut personnel (pension alimentaire, héritage, divorce, violences conjugales, négligence, état civil, etc.), des affaires civiles, pénales et sociales (pension, sécurité sociale, expulsion, paiement des salaires, etc.), d'ordre procédurale (dépôt de plainte, appel contre le jugement, etc.), ainsi que des questions douanières et fiscales ou des recours à l'encontre d'organes administratifs et judiciaires.

La Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger est régie par la loi N° 19-89 promulguée par le dahir N° 1-90-79 du 20 Hija 1410 (13 juillet 1990). Il s'agit d'une institution à but non lucratif, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle a pour objet d'œuvrer pour le maintien des liens fondamentaux que les Marocains résidant à l'étranger entretiennent avec leur patrie et de les aider à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent du fait de leur émigration.

À cet effet, la Fondation déploie une panoplie de programmes dans les domaines culturel, juridique, économique et social.

## مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج تلقت أزيد من 12 ألف شكاية ما بين 2019 و2023 (مسؤول)



الرباط – أكد مدير بنية المساعدة القانونية التابعة لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، زكرياء عماري، اليوم الثلاثاء بالرباط، أن عدد الشكايات الواردة على المؤسسة بلغ ما مجموعه 12 ألفا و57 شكاية في المدة ما بين 2019 و2023. وأوضح السيد عماري، في عرض قدمه خلال لقاء توافي حول موضوع "تدبير شكايات مغاربة العالم.. الحصيلة والإكراهات"، أن هذه الشكايات تتوزع، حسب طبيعتها، بين إدارية (3 آلاف و388 شكاية) ومسطرية (3 آلاف و397) وجنائية (ألف و285) وعقارية (ألف و42)، إضافة إلى الشكايات المدنية والشخصية.

وأشار، في هذا الصدد، إلى أن الأنشطة التي تقوم بها بنية المساعدة القانونية تتمثل في توفير المواكبة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج، سواء في ما يخص التدخل لدى الجهات القضائية والإدارية المختصة أو تقديم خدمات الاستشارة القانونية والتوجيه كوسيلة وقائية. كما تهتم أنشطتها، يضيف المسؤول ذاته، بتقديم معطيات إحصائية حول طبيعة الشكايات والتظلمات الواردة على المؤسسة وتصنيفها الموضوعي والجغرافي والسلطات المعنية، وكذا عرض الصعوبات التي تواجه المؤسسة بشأن تدبير الشكايات والتظلمات. من جانبه، أبرز الكاتب العام لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، عبد الرحمان الزاهي، أن المؤسسة حرصت على تحديث أجهزتها وتحسين منهجية عملها، جاعلة في طليعة مهامها المساهمة في التسوية السريعة للمنازعات الإدارية والقضائية التي تهتم مغاربة العالم. وسجل السيد الزاهي، في كلمة بالمناسبة، أن انتظارات ومشاكل الجالية المغربية تختلف من بلد إقامة إلى آخر، مبرزا أهمية أخذ المتدخلين بعين الاعتبار خصوصيات أفراد الجالية المغربية.

وبخصوص قضايا الجالية المغربية المعروضة على المؤسسة، أوضح المسؤول ذاته أنها تتميز بالتنوع، وتشمل المنازعات المعروضة على القضاء، بما في ذلك قضايا الأحوال الشخصية (النفقة، الإرث، الطلاق، تعسف الزوج، الإهمال، الحالة المدنية، وغيرها)، والقضايا المدنية والجنائية والاجتماعية (المعاش، الضمان الاجتماعي، الطرد، أداء الأجر، وغيرها)، والمسطرية (حفظ الشكاية، والتظلم من الحكم، وغيرها)، فضلا عن المشاكل الجمركية والضريبية، والتظلمات من الأجهزة الإدارية والقضائية.

يذكر أن مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج أحدثت بمقتضى القانون رقم 19.89 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.90.79 المؤرخ في 20 ذي الحجة 1410 (13 يوليوز 1990)، والتي جعل من بين أهدافها ضمان استمرار العلاقات الأساسية التي تربطهم بوطنهم، ومساعدتهم على تذليل الصعوبات التي تعترضهم بسبب اغترابهم وتقديم المساعدة القضائية لهم.

وتضم ضمن هيكلها التنظيمي بنية خاصة بالشؤون القانونية، تتولى على الخصوص، دراسة التظلمات والطلبات الخاصة بأفراد الجالية المغربية القاطنين بالخارج، والتدخل بشأنها لدى الإدارات العمومية المعنية قصد إيجاد الحلول، صونا لحقوقهم وحفاظا على ممتلكاتهم. كما تقوم باستقبال الشكايات والملتمسات المتعلقة بالصعوبات التي تواجه أفراد الجالية المغربية بالخارج ودراستها وإحالتها على السلطات المختصة، والعمل على توعية أفراد الجالية المغربية بالمساطر والإجراءات وإثارة انتباههم إلى الاحتياطات الواجب اتخاذها والضمانات المطلوب مراعاتها عند الإقدام على المعاملات أو إنجاز مشاريع، وهو ما سيمكنهم من تفادي المشاكل والمنازعات.

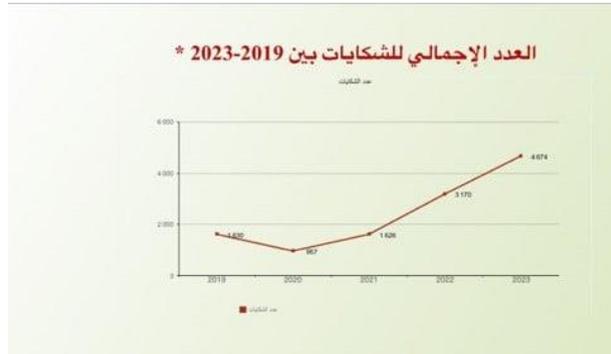
## مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج تتوصل بأكثر من 12 ألف شكاية



شرعت مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج في تقديم خدمات مركز الاستقبال الذي وضعته تحت تصرف مغاربة العالم لتلقي شكاياتهم والقيام بالوساطات اللازمة لحلها، بالتزامن مع بدء عودتهم إلى أرض الوطن. ونظمت مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، صباح اليوم الثلاثاء 16 يوليوز 2024، لقاء تواصليا مع كافة المعنيين بقضايا مغاربة العالم لاتخاذ الإجراءات الضرورية. وفي هذا الصدد، أوضح زكرياء عماري، المستشار القانوني بمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، أن المؤسسة دأبت على عقد مثل هذه اللقاءات للتواصل مع المؤسسات الوطنية القانونية والإدارية والقضائية المعنية بقضايا مغاربة الخارج، بهدف توحيد الجهود مع مختلف الإدارات لإيجاد الحلول المناسبة.

### حصيلة المؤسسة بين 2019 و2023

أفاد عماري، في تصريح لـ SNRTnews، بأن اللقاء بهدف إلى تسليط الضوء على تدخلات المؤسسة في معالجة إشكاليات قضايا الجالية، واستعراض حصيلتها خلال الفترة من 2019 إلى 2023.

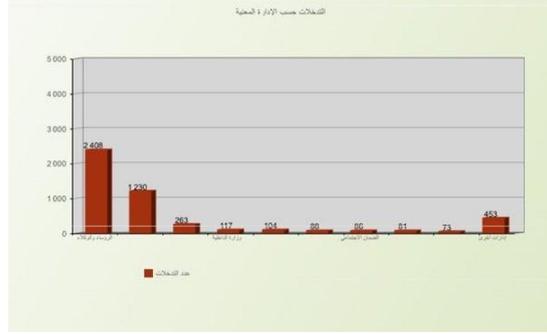


### عدد الشكايات التي تلقتها المؤسسة بين 2019 و 2023

وبحسب العرض الذي قدمه العماري خلال اللقاء، فقد تلقت مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة بالخارج 1930 شكاية في عام 2019، و957 شكاية في عام 2020، و1626 شكاية في عام 2021، و3170 شكاية في عام 2022، في حين بلغ عدد الشكايات التي تلقتها في عام 2023 حوالي 4674 شكاية.

هكذا تكون المؤسسة قد تلقت 12057 شكاية بين 2019 و2023، حيث تتوزع، حسب طبيعتها بين 3388 شكابة إدارية و3397 شكابة مسطرية و1285 شكابة جنائية و1042 شكابة عقارية، زيادة على شكايات ذات طبيعة مدنية وشخصية. وأشار العرض إلى أن المؤسسة تلقت أكثر من 4000 شكابة عبر بريدها الإلكتروني، وحوالي 3000 شكابة من المعنيين مباشرة، وحوالي 2000 شكابة عبر الهاتف المخصص لاستقبال الشكايات، بالإضافة إلى أكثر من 1000 شكابة عبر عملية مرحبا والفنصليات والسفارات.

### توزيع تدخلات المؤسسة بحسب الجهات المعنية بين 2019-2023 \*

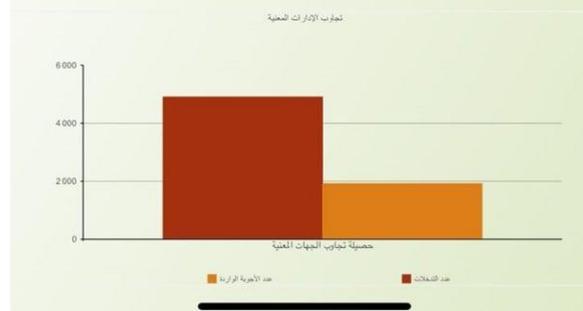


كيف تدير المؤسسة هذه الشكايات؟

تقوم المؤسسة بالتدخل لدى الجهات الإدارية والقضائية بشأن الطلبات والالتماسات والتظلمات. وبمجرد تسجيلها في مكتب الضبط وقاعدة المعطيات الخاصة بالشكايات بالمؤسسة، تخضع هذه الشكايات للدراسة من قبل أطر مختصة، ويتم بناءً على ذلك مراسلة المعني بالأمر لطلب معلومات إضافية أو وثائق ضرورية إذا لزم الأمر.

وأضاف المتحدث أنه يتم توجيه المعنيين لسلوك المسطرة الإدارية أو القضائية، وفي حال عدم اختصاص المؤسسة، يتم مراسلة الجهة المعنية لإبلاغها بحفظ الشكاية، فضلاً عن مراسلة الجهة الإدارية أو المؤسساتية المعنية للتدخل، مع إعلام صاحب الشكاية بتتبع قضيته.

### حصيلة عدد الأجوبة الواردة من الجهات المعنية بين 2019-2023 \*



كما تقوم المؤسسة بمراسلة المعنيين لإبلاغهم بمآل شكاياتهم أو طلباتهم بمجرد تلقيها رد الجهة المخاطبة. خدمات استشارية

أفاد المتحدث ذاته بأن المؤسسة تقدم خدمات الإرشاد والتوجيه والاستشارة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج، حيث تشمل هذه الخدمات تزويد أفراد الجالية بنصائح ومعلومات تساعد على اتخاذ الاحتياطات الضرورية عند القيام بأي معاملة وتجنب الوقوع في المشاكل. ويتم تقديم هذه المساعدة بوسائل متعددة، سواء في مقر المؤسسة عند استقبال أفراد الجالية، أو عن طريق الهاتف والبريد الإلكتروني أو المراسلة العادية.

وتتضمن مؤسسة الحسن الثاني قسماً خاصاً بالمساعدة القانونية يؤدي أدواراً متعددة في دعم حق المغاربة المقيمين بالخارج في المواكبة القانونية، حيث تشمل هيكلها التنظيمي بنية خاصة بالشؤون القانونية.

وتتولى المؤسسة دراسة التظلمات والطلبات الخاصة بأفراد الجالية المغربية المقيمين بالخارج، والتدخل لدى الإدارات العمومية المعنية لإيجاد الحلول، حفاظاً على حقوقهم وممتلكاتهم.

## ندوة صحفية حول المواكبة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج



غرفة  
الأخبار

مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج  
ندوة صحفية حول المواكبة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج



00:00 / 02:20

عقدت مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج ، لقاء صحفيا لتسليط الضوء على أوجه مواكبتها القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج ، سواء فيما يتعلق بالتدخل لدى الجهات القضائية والإدارية المختصة، او فيما يخص تقديم خدمات الإستشارة القانونية والتوجيه كوسيلة وقائية. كما شكل اللقاء فرصة لتقديم معطيات حول طبيعة الشكايات والتظلمات الواردة على المؤسسة وتصنيفها الموضوعي والجغرافيا والسلطات المعنية.

## عملية مرحبا 2024.. مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج تنظم لقاءين تواصلين بالرباط



تنظم مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج لقاءين تواصلين، يوم الثلاثاء 16 يوليوز الجاري، الأول تحت عنوان "تدبير شكايات المغاربة المقيمين بالخارج: الحصيلة والإكراهات" على الساعة العاشرة صباحا بمركز الاستقبال والندوات التابع لوزارة التجهيز و الماء بالرباط بقاعة أولحاج. أما اللقاء الثاني، حسب بلاغ توصلت تليكسبريس بنسخة منه اليوم، فينظم تحت عنوان "التجديد السنوي لأساتذة تعليم اللغة العربية والثقافة المغربية لفائدة أبناء الجالية المغربية بالخارج" على الساعة العاشرة والنصف صباحا بنفس المركز بمدرج المعروف.

ومن المقرر تنظيم جلسة أسئلة للصحفيين في نهاية اللقاء الأول "تدبير شكايات المغاربة المقيمين بالخارج: الحصيلة والاكراهات". وافتتحت مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج مركزا لاستقبال المغاربة المقيمين بالخارج في الفترة الممتدة من 1 يونيو إلى 11 شتنبر 7076، من يوم الاثنين إلى الجمعة، ابتداء من الساعة 9 صباحا حتى 6 مساء، بمقر المؤسسة الكائن في 12 شارع ابن سينا، أكدال، الرباط، وذلك في إطار عملية مرحبا 2024.

ويتم توفير الخدمات عن بعد مع جميع أقسام المؤسسة، من الاثنين إلى الجمعة، ابتداء من الساعة 9 صباحا حتى 6 مساء. ويتيح مركز الاستقبال، التفاعل المباشر مع الأطر المتخصصة للمؤسسة في المجال القانوني ومع إطارين من المديرية العامة للضرائب والوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية. بالإضافة إلى ذلك، يتابع إطار من إدارة الجمارك والضرائب غير المباشرة، عن بعد الطلبات المتعلقة بمجال تدخله.

## مؤسسة الحسن الثاني مواكبة مستمرة لإنتظارات ومشاكل الجالية المغربية



دأبت مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج على مواكبة مشاكل مغاربة العالم وتتبع قضاياهم المختلفة بالتنسيق مع مختلف الإدارات من اجل إيجاد الحلول المناسبة وكذا تقديم الارشادات اللازمة لهم حماية لحقوقهم ومصالحهم طبقا للتعليمات الملكية السامية، من هذا المنطلق أكد مدير بنية المساعدة القانونية التابعة لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، زكرياء عماري، اليوم الثلاثاء بالرباط، أن عدد الشكايات الواردة على المؤسسة بلغ ما مجموعه 12 ألفا و57 شكاية في المدة ما بين 2019 و2023. وأوضح السيد عماري، في عرض قدمه خلال لقاء تواصلي حول موضوع "تدبير شكايات مغاربة العالم.. الحصيلة والإكراهات"، أن هذه الشكايات تتوزع، حسب طبيعتها، بين إدارية (3 آلاف و388 شكاية) ومسطرية (3 آلاف و397) وجنائية (ألف و285) وعقارية (ألف و42)، إضافة إلى الشكايات المدنية والشخصية.

وأشار، في هذا الصدد، إلى أن الأنشطة التي تقوم بها بنية المساعدة القانونية تتمثل في توفير المواكبة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج، سواء في ما يخص التدخل لدى الجهات القضائية والإدارية المختصة أو تقديم خدمات الاستشارة القانونية والتوجيه كوسيلة وقائية. كما تهم أنشطتها، بضيف المسؤول ذاته، تقديم معطيات إحصائية حول طبيعة الشكايات والتظلمات الواردة على المؤسسة وتصنيفها الموضوعي والجغرافي والسلطات المعنية، وكذا عرض الصعوبات التي تواجه المؤسسة بشأن تدبير الشكايات والتظلمات. من جانبه، أبرز الكاتب العام لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، عبد الرحمان الزاهي، أن المؤسسة حرصت على تحديث أجهزتها وتحسين منهجية عملها، جاعلة في طليعة مهامها المساهمة في التسوية السريعة للمنازعات الإدارية والقضائية التي تهم مغاربة العالم. وسجل السيد الزاهي، في كلمة بالمناسبة، أن انتظارات ومشاكل الجالية المغربية تختلف من بلد إقامة إلى آخر، مبرزا أهمية أخذ المتدخلين بعين الاعتبار خصوصيات أفراد الجالية المغربية.

وبخصوص قضايا الجالية المغربية المعروضة على المؤسسة، أوضح المسؤول ذاته أنها تتميز بالتنوع، وتشمل المنازعات المعروضة على القضاء، بما في ذلك قضايا الأحوال الشخصية (النفقة، الإرث، الطلاق، تعسف الزوج، الإهمال، الحالة المدنية، وغيرها)، والقضايا المدنية والجنائية والاجتماعية (المعاش، الضمان الاجتماعي، الطرد، أداء الأجر، وغيرها)، والمسطرية (حفظ الشكاية، والتظلم من الحكم، وغيرها)، فضلا عن المشاكل الجمركية والضريبية، والتظلمات من الأجهزة الإدارية والقضائية.

يذكر أن مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج أحدثت بمقتضى القانون رقم 19.89 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.90.79 المؤرخ في 20 ذي الحجة 1410 (13 يوليوز 1990)، والتي جعل من بين أهدافها ضمان استمرار العلاقات الأساسية التي تربطهم بوطنهم، ومساعدتهم على تذليل الصعوبات التي تعترضهم بسبب اغترابهم وتقديم المساعدة القضائية لهم. وتضم ضمن هيكلها التنظيمي بنية خاصة بالشؤون القانونية، تتولى على الخصوص، دراسة التظلمات والطلبات الخاصة بأفراد الجالية المغربية القاطنين بالخارج، والتدخل بشأنها لدى الإدارات العمومية المعنية قصد إيجاد الحلول، صونا لحقوقهم وحفاظا على ممتلكاتهم. كما تقوم باستقبال الشكايات والملتمسات المتعلقة بالصعوبات التي تواجه أفراد الجالية المغربية بالخارج ودراستها وإحالتها على السلطات المختصة، والعمل على توعية أفراد الجالية المغربية بالمساطر والإجراءات وإثارة انتباههم إلى الاحتياطات الواجب اتخاذها والضمانات المطلوب مراعاتها عند الإقدام على المعاملات أو انجاز مشاريع، وهو ما سيمكنهم من تفادي المشاكل والمنازعات.

## درس في خدمة مغاربة العالم، تقدمه مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج



في اطار المبادرات التي تطلقها مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، والتي تهدف إلى خدمة مصالح مغاربة العالم، نظمت مؤسسة الحسن الثاني لقاء تواصليا من أجل إثارة الانتباه إلى التطلعات والمشاكل التي يتخبط فيها مغاربة العالم، والتي تتكاثر سنة بعد سنة، وبالخصوص فيما يتعلق بصيانة أملاكهم العقارية وغيرها من الاستثمارات والمبادرات المقاولاتية.

و اشار الدكتور عبدالرحمن الزاهي، الكاتب العام لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج في كلمة مقتضبة، في هذا اللقاء، إلى ان مغاربة العالم لا يطالبون بقانون خاص بهم، ولكنهم يريدون ان تؤخذ خصوصياتهم وما تتميز به ملفاتهم بعين الاعتبار نظرا لشتى الإكراهات والأخص تدبير العامل الزمني الذي تتطلبه المساطر والإجراءات القضائية واللجوء إلى المحاكم في كثير من الحالات.

كما ركز السيد زكرياء العماري، المستشار القانوني بالبنية القانونية التابعة لمؤسسة الحسن الثاني، في معرض تدخله في هذا اللقاء التواصلي على دور هذه الأخيرة في مواكبة تطلعات وشكايات مغاربة المهجر من أجل صيانة حقوقهم المتعلقة بممتلكاتهم ومباشرة تطورات الإشكالات المطروحة في هذا الشأن بتحسيس مختلف الإدارات والقطاعات إلى خصوصية هذه الملفات وما تقتضيه من بعد النظر لخدمة مصالح هذه الفئة.

ويعتبر اهل الإختصاص أن هذه الفئة من الشعب المغربي يعز نظيرها بين الجاليات المهاجرة عبر العالم في تعلقها بمقدسات وثوابت وطنها الأم وجعل خدمة مصالحه العليا فوق كل اعتبار.

وتأتي هذه المبادرة التحسيسية من هذه المؤسسة المنيفة لتنضاف إلى سلسلتها الذهبية من المبادرات التي تتميز ببعدها الإنساني والإجتماعي وسياسة القرب التي تنهل من قيمنا الأخلاقية المغربية ومن مبادئ هويتنا الثقافية الوطنية الأصيلة في التضامن ومد يد العون والمدد لمن هو في حاجة له.

وتلكم ميزة حسنة تطبع عمل مؤسسة الحسن الثاني بفضل تفاني أطرها نساء ورجالا، وعلى مختلف مستوياتهم، في القيام بالمهام التي أناطها المشرع بالمؤسسة خدمة لمصالح مغاربة العالم.

هذا في الوقت الذي باث بالفشل الذريع سياسات الإقصاء والتهميش والحكرة في حق مغاربة المهجر، التي أصبحت نهجا ثابتا تسير عليه وزارة الجالية التي لم يعد يذكر لها أثر ومجلس الجالية السيء الذكر.

فهنيئنا لأهل الفضل، القابضين على الجمر والعاضين على الحديد من أجل مغربنا الخالد.

فاعتبروا يا أولي الابصار.

عبدالعزیز سارت

## مؤسسة الحسن الثاني بالرباط تُنظّم لقاءً حول تدبير شكايات المغاربة المقيمين بالخارج



في إطار عملية مرحبا 2024، تفتتح مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج مركزا لاستقبال المغاربة المقيمين بالخارج في الفترة الممتدة من 5 يونيو إلى 15 شتنبر 2024، من يوم الاثنين إلى الجمعة، ابتداء من الساعة 9 صباحا حتى الـ 4 مساءً بمقر المؤسسة بمدينة الرباط. وحسب بيان توصل Le360 بنسخة منه، فسيتم توفير الخدمات عن بعد بجميع أقسام المؤسسة، من الاثنين إلى الجمعة، حيث سيتيح مركز الاستقبال، التفاعل المباشر مع الأطر المتخصصة للمؤسسة في المجال القانوني ومع إطارين من المديرية العامة للضرائب والوكالة الوطنية للمحافظة العقارية والمسح العقاري والخرائطية. بالإضافة إلى ذلك، يتابع إطار من إدارة الجمارك والضرائب غير المباشرة، عن بعد الطلبات المتعلقة بمجال تدخله.

وتنظم مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج لقاءين توصليين يوم الثلاثاء 16 يوليوز 2024، الأول تحت عنوان «تدبير شكايات المغاربة المقيمين بالخارج: الحصيلة والإكراهات»، بمركز الاستقبال والندوات التابع لوزارة التجهيز والماء بالرباط بقاعة أولحاج والثاني تحت عنوان: «التجديد السنوي لأساتذة تعليم اللغة العربية والثقافة المغربية لفائدة أبناء الجالية المغربية بالخارج»، في الساعة العاشرة والنصف صباحا بالمركز نفسه بمدرج المعروف.

تحرير من طرف أشرف الحساني

## مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج تلقت أزيد من 12 ألف شكاية ما بين 2019 و2023



أكد مدير بنية المساعدة القانونية التابعة لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، زكرياء عماري، اليوم الثلاثاء بالرباط، أن عدد الشكايات الواردة على المؤسسة بلغ ما مجموعه 12 ألفا و57 شكاية في المدة ما بين 2019 و2023.

وأوضح السيد عماري، في عرض قدمه خلال لقاء تواصلتي حول موضوع "تدبير شكايات مغاربة العالم.. الحصيلة والإكراهات"، أن هذه الشكايات تتوزع، حسب طبيعتها، بين إدارية (3 آلاف و388 شكاية) ومسطرية (3 آلاف و397) وجنائية (ألف و285) وعقارية (ألف و42)، إضافة إلى الشكايات المدنية والشخصية.

وأشار، في هذا الصدد، إلى أن الأنشطة التي تقوم بها بنية المساعدة القانونية تتمثل في توفير المواكبة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج، سواء في ما يخص التدخل لدى الجهات القضائية والإدارية المختصة أو تقديم خدمات الاستشارة القانونية والتوجيه كوسيلة وقائية . كما تهتم أنشطتها، بضيء المسؤول ذاته، تقديم معطيات إحصائية حول طبيعة الشكايات والتظلمات الواردة على المؤسسة وتصنيفها الموضوعي والجغرافي والسلطات المعنية، وكذا عرض الصعوبات التي تواجه المؤسسة بشأن تدبير الشكايات والتظلمات . من جانبه، أبرز الكاتب العام لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، عبد الرحمان الزاهي، أن المؤسسة حرصت على تحديث أجهزتها وتحسين منهجية عملها، جاعلة في طليعة مهامها المساهمة في التسوية السريعة للمنازعات الإدارية والقضائية التي تهتم مغاربة العالم. وسجل السيد الزاهي، في كلمة بالمناسبة، أن انتظارات ومشاكل الجالية المغربية تختلف من بلد إقامة إلى آخر، مبرزا أهمية أخذ المتدخلين بعين الاعتبار خصوصيات أفراد الجالية المغربية .

## مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج تلقت أزيد من 12 ألف شكاية ما بين 2019 و2023



أكد مدير بنية المساعدة القانونية التابعة لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، زكرياء عماري، اليوم الثلاثاء بالرباط، أن عدد الشكايات الواردة على المؤسسة بلغ ما مجموعه 12 ألفا و57 شكاية في المدة ما بين 2019 و2023.

وأوضح السيد عماري، في عرض قدمه خلال لقاء تواصلتي حول موضوع "تدبير شكايات مغاربة العالم.. الحصيلة والإكراهات"، أن هذه الشكايات تتوزع، حسب طبيعتها، بين إدارية (3 آلاف و388 شكاية) ومسطرية (3 آلاف و397) وجنائية (ألف و285) وعقارية (ألف و42)، إضافة إلى الشكايات المدنية والشخصية.

وأشار، في هذا الصدد، إلى أن الأنشطة التي تقوم بها بنية المساعدة القانونية تتمثل في توفير المواكبة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج، سواء في ما يخص التدخل لدى الجهات القضائية والإدارية المختصة أو تقديم خدمات الاستشارة القانونية والتوجيه كوسيلة وقائية.

كما تهم أنشطتها، يضيف المسؤول ذاته، تقديم معطيات إحصائية حول طبيعة الشكايات والتظلمات الواردة على المؤسسة وتصنيفها الموضوعي والجغرافي والسلطات المعنية، وكذا عرض الصعوبات التي تواجه المؤسسة بشأن تدبير الشكايات والتظلمات.

من جانبه، أبرز الكاتب العام لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، عبد الرحمان الزاهي، أن المؤسسة حرصت على تحديث أجهزتها وتحسين منهجية عملها، جاعلة في طليعة مهامها المساهمة في التسوية السريعة للمنازعات الإدارية والقضائية التي تهم مغاربة العالم.

وسجل السيد الزاهي، في كلمة بالمناسبة، أن انتظارات ومشاكل الجالية المغربية تختلف من بلد إقامة إلى آخر، مبرزا أهمية أخذ المتدخلين بعين الاعتبار خصوصيات أفراد الجالية المغربية.

وبخصوص قضايا الجالية المغربية المعروضة على المؤسسة، أوضح المسؤول ذاته أنها تتميز بالتنوع، وتشمل المنازعات المعروضة على القضاء، بما في ذلك قضايا الأحوال الشخصية (النفقة، الإرث، الطلاق، تعسف الزوج، الإهمال، الحالة المدنية، وغيرها)، والقضايا المدنية والجنائية والاجتماعية (المعاش، الضمان الاجتماعي، الطرد، أداء الأجر، وغيرها)، والمسطرية (حفظ الشكاية، والتظلم من الحكم، وغيرها)، فضلا عن المشاكل الجمركية والضريبية، والتظلمات من الأجهزة الإدارية والقضائية.

يذكر أن مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج أحدثت بمقتضى القانون رقم 19.89 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.90.79 المؤرخ في 20 ذي الحجة 1410 (13 يوليوز 1990)، والتي جعل من بين أهدافها ضمان استمرار العلاقات الأساسية التي تربطهم بوطنهم، ومساعدتهم على تذليل الصعوبات التي تعترضهم بسبب اغترابهم وتقديم المساعدة القضائية لهم.

وتضم ضمن هيكلها التنظيمي بنية خاصة بالشؤون القانونية، تتولى على الخصوص، دراسة التظلمات والطلبات الخاصة بأفراد الجالية المغربية القاطنين بالخارج، والتدخل بشأنها لدى الإدارات العمومية المعنية قصد إيجاد الحلول، صونا لحقوقهم وحفاظا على ممتلكاتهم.

كما تقوم باستقبال الشكايات والملتمسات المتعلقة بالصعوبات التي تواجه أفراد الجالية المغربية بالخارج ودراستها وإحالتها على السلطات المختصة، والعمل على توعية أفراد الجالية المغربية بالمساطر والإجراءات وإثارة انتباههم إلى الاحتياطات الواجب اتخاذها والضمانات المطلوب مراعاتها عند الإقدام على المعاملات أو انجاز مشاريع، وهو ما سيمكنهم من تفادي المشاكل والمنازعات.

## مؤسسة الحسن الثاني تعقد لقاء تواسليا يهم قضايا المغاربة المقيمين بالخارج



عقدت مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، اليوم الثلاثاء بالرباط، لقاء في إطار سلسلة اللقاءات التواصلية، التي دأبت على تنظيمها، للتواصل مع مختلف الجهات الإدارية والقضائية المعنية بقضايا الجالية المغربية للمقيمين بالخارج. وفي هذا السياق أكد الدكتور الزهيد، الكاتب العام لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، في تصريحه لجريدة "سفيركم"، على أهمية الاهتمام بالشكايات والقضايا التي تؤثر على مغاربة الخارج، الذين يعيشون في دول مختلفة حول العالم، حيث يواجه هؤلاء المغاربة قضايا متعددة تتعلق بممتلكاتهم وتعاملاتهم مع المؤسسات المالية والشركات. وأضاف الزهيد قائلا، رغم أن هذه القضايا تحال عادة إلى المحاكم والإدارات، فإنه ليس من السهل بالنسبة لهم القيام بذلك، خاصة أنهم قد يكونون في بلادهم لمدة قصيرة جدا، ويحتاجون إلى حلول سريعة وفعالة دون ضياع الوقت في المساطر القضائية المعقدة. وأشار المتحدث، إلى أن المؤسسة تسعى إلى معالجة هذه القضايا بالتعاون مع الجهات المعنية، وتؤكد على أهمية فهم واحترام خصوصيات هؤلاء المغاربة وواقعهم الفريد، وذلك من خلال التواصل الفعال مع جميع الجهات المتدخلة في هذا المجال. وأكد هذا الأخير، أن المغاربة المقيمين بالخارج يمكنهم الاعتماد على المؤسسة للقيام بمتابعة قضاياهم، وفقا لتوجيهات القانون والسلطة الملكية.

ومن جهته، قال زكرياء العماري، مستشار قانوني بالمؤسسة، في تصريحه "لسفيركم"، إن هذا اللقاء يأتي في سياق التواصل المستمر مع الجهات الإدارية والقضائية المختصة بقضايا المغاربة المقيمين بالخارج. كما يهدف هذا اللقاء حسب المصدر ذاته، إلى تسليط الضوء على دور المؤسسة في إدارة شكايات المغاربة المقيمين بالخارج، وتقديم حصيلة عمل المؤسسة خلال السنوات الخمس الماضية، بالإضافة إلى استعراض التحديات التي تواجه معالجة هذه الشكايات، مع التركيز على إيجاد حلول مستدامة بالتعاون مع الجهات المعنية. وخلص العماري، إلى أن هذا الجهد يأتي في إطار تعزيز الثقة بين المغاربة المقيمين بالخارج والمؤسسات المغربية، وتقديم الدعم والإرشاد اللازمين لحل مشاكلهم خلال تواجدهم في أوطانهم، مع مراعاة الظروف الخاصة التي يعيشونها خارج البلاد، مبرزا التزام المؤسسة بتحسين الخدمات المقدمة للجالية المغربية المقيمة بالخارج، وضمان تلبية احتياجاتهم القانونية والإدارية بطريقة فعالة ومنسقة، تحقق لهم العدالة والحماية اللازمة في بلدان إقامتهم.



## أكثر من 12 ألف شكاية من الجالية المغربية ما بين 2019 و2023



كشف مدير بنية المساعدة القانونية التابعة لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، زكرياء عماري، اليوم الثلاثاء بالرباط، إن عدد الشكايات الواردة على المؤسسة بلغ ما مجموعه 12 ألفا و57 شكاية في المدة ما بين 2019 و2023.

وقال عماري، في عرض قدمه خلال لقاء تواصلتي حول موضوع « تدبير شكايات مغاربة العالم.. الحصيلة والإكراهات »، إن هذه الشكايات تتوزع، حسب طبيعتها، بين الإدارية، التي بلغت 3 آلاف و388 شكاية، ومسطرية بلغت 3 آلاف و397، وجنائية ناهزت ألف و285 وعقارية بلغت ألف و42، إضافة إلى الشكايات المدنية والشخصية.

وأوضح في هذا الصدد أن الأنشطة التي تقوم بها بنية المساعدة القانونية تتمثل في توفير المواكبة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج، سواء في ما يخص التدخل لدى الجهات القضائية والإدارية المختصة أو تقديم خدمات الاستشارة القانونية والتوجيه كوسيلة وقائية. وتابع ذات المسؤول أن المؤسسة تعنى أيضا بتقديم معطيات إحصائية حول طبيعة الشكايات والتظلمات الواردة على المؤسسة وتصنيفها الموضوعي والجغرافي والسلطات المعنية، وكذا عرض الصعوبات التي تواجه المؤسسة بشأن تدبير الشكايات والتظلمات.

من جانبه، أبرز الكاتب العام لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، عبد الرحمان الزاهي، أن المؤسسة حرصت على تحديث أجهزتها وتحسين منهجية عملها، جاعلة في طليعة مهامها المساهمة في التسوية السريعة للمنازعات الإدارية والقضائية التي تهم مغاربة العالم. وأورد الزاهي أن انتظارات ومشاكل الجالية المغربية تختلف من بلد إقامة إلى آخر، مبرزا أهمية أخذ المتدخلين بعين الاعتبار خصوصيات أفراد الجالية المغربية.

وأضاف المسؤول، بخصوص قضايا الجالية المغربية المعروضة على المؤسسة، أنها تتميز بالتنوع، وتشمل المنازعات المعروضة على القضاء، بما في ذلك قضايا الأحوال الشخصية، والقضايا المدنية والجنائية والاجتماعية والمسطرية، إضافة إلى المشاكل الجمركية والضريبية، والتظلمات من الأجهزة الإدارية والقضائية.

## مسؤول: 12 ألف شكاية تلقتها مؤسسة الحسن الثاني من مغاربة الخارج



أكد مدير بنية المساعدة القانونية التابعة لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، زكرياء عماري، اليوم الثلاثاء بالرباط، أن عدد الشكايات الواردة على المؤسسة بلغ ما مجموعه 12 ألفا و57 شكاية في المدة ما بين 2019 و2023. وأوضح عماري، في عرض قدمه خلال لقاء توافي حول موضوع "تدبير شكايات مغاربة العالم.. الحصيلة والإكراهات"، أن هذه الشكايات تتوزع، حسب طبيعتها، بين إدارية (3 آلاف و388 شكاية) ومسطرية (3 آلاف و397) وجنائية (ألف و285) وعقارية (ألف و42)، إضافة إلى الشكايات المدنية والشخصية.

وأشار، في هذا الصدد، إلى أن الأنشطة التي تقوم بها بنية المساعدة القانونية تتمثل في توفير المواكبة القانونية للمغاربة المقيمين بالخارج، سواء في ما يخص التدخل لدى الجهات القضائية والإدارية المختصة أو تقديم خدمات الاستشارة القانونية والتوجيه كوسيلة وقائية. كما تهم أنشطتها، يضيف المسؤول ذاته، تقديم معطيات إحصائية حول طبيعة الشكايات والتظلمات الواردة على المؤسسة وتصنيفها الموضوعي والجغرافي والسلطات المعنية، وكذا عرض الصعوبات التي تواجه المؤسسة بشأن تدبير الشكايات والتظلمات. من جانبه، أبرز الكاتب العام لمؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج، عبد الرحمان الزاهي، أن المؤسسة حرصت على تحديث أجهزتها وتحسين منهجية عملها، جاعلة في طليعة مهامها المساهمة في التسوية السريعة للمنازعات الإدارية والقضائية التي تهم مغاربة العالم. وسجل الزاهي، في كلمة بالمناسبة، أن انتظارات ومشاكل الجالية المغربية تختلف من بلد إقامة إلى آخر، مبرزا أهمية أخذ المتدخلين بعين الاعتبار خصوصيات أفراد الجالية المغربية.

وبخصوص قضايا الجالية المغربية المعروضة على المؤسسة، أوضح المسؤول ذاته أنها تتميز بالتنوع، وتشمل المنازعات المعروضة على القضاء، بما في ذلك قضايا الأحوال الشخصية (النفقة، الإرث، الطلاق، تعسف الزوج، الإهمال، الحالة المدنية، وغيرها)، والقضايا المدنية والجنائية والاجتماعية (المعاش، الضمان الاجتماعي، الطرد، أداء الأجر، وغيرها)، والمسطرية (حفظ الشكاية، والتظلم من الحكم، وغيرها)، فضلا عن المشاكل الجمركية والضريبية، والتظلمات من الأجهزة الإدارية والقضائية. يذكر أن مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج أحدثت بمقتضى القانون رقم 19.89 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.90.79 المؤرخ في 20 ذي الحجة 1410 (13 يوليوز 1990)، والتي جعل من بين أهدافها ضمان استمرار العلاقات الأساسية التي تربطهم بوطنهم، ومساعدتهم على تذليل الصعوبات التي تعترضهم بسبب اغترابهم وتقديم المساعدة القضائية لهم.

وتضم ضمن هيكلها التنظيمي بنية خاصة بالشؤون القانونية، تتولى على الخصوص، دراسة التظلمات والطلبات الخاصة بأفراد الجالية المغربية القاطنين بالخارج، والتدخل بشأنها لدى الإدارات العمومية المعنية قصد إيجاد الحلول، صونا لحقوقهم وحفاظا على ممتلكاتهم. كما تقوم باستقبال الشكايات والملاحظات المتعلقة بالصعوبات التي تواجه أفراد الجالية المغربية بالخارج ودراستها وإحالتها على السلطات المختصة، والعمل على توعية أفراد الجالية المغربية بالمساطر والإجراءات وإثارة انتباههم إلى الاحتياطات الواجب اتخاذها والضمانات المطلوب مراعاتها عند الإقدام على المعاملات أو إنجاز مشاريع، وهو ما سيمكنهم من تفادي المشاكل والمنازعات.

## مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج مستاءة من تعامل الإدارات مع مغاربة المهجر



سجلت مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج تفاوتاً من قبل المؤسسات والإدارات في التعاطي مع مراسلات المؤسسة، حيث أبرزت وجود "اختلاف في نسب تفاعل وتجاوب الجهات المخاطبة" مع قضايا أفراد الجالية المغربية. وأبرزت المؤسسة أن "هناك جهات تقوم بالرد على المراسلات بطريقة لا تقدم حلولاً ناجعة ولا تسهم في المساعدة على تسوية المشاكل، وهناك جهات لا تقوم بالجواب إلا بعد مضي وقت طويل، في حين أن هناك إدارات أخرى لا تكلف نفسها عناء الرد على تظلمات وملتمسات الجالية رغم توجيه عدة رسائل تذكيرية في الموضوع، مما يتسبب في استياء المرتفقين وعدم رضاهم عن الخدمات المقدمة لهم".

ووفق المعطيات الإحصائية، فقد توصلت المؤسسة خلال العشر سنوات الأخيرة بـ 21 ألف و 784 شكاية تم على إثرها توجيه 32 ألف و 774 مراسلة إلى مختلف الإدارات، وعلى رأسها وزارة العدل والسلطة القضائية وكذا وزارة الداخلية.



